

Trudeau défend son ralliement à la candidature rwandaise pour diriger

La Francophonie

Publié 12/10/2018



Reconnaissant à mots couverts le bilan mitigé du Rwanda en matière de droits de la personne, Justin Trudeau s'est défendu de s'être rallié à la candidature de **Louise Mushikiwabo, nommée par consensus à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)**, en échange d'un appui des pays africains pour l'obtention d'un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU en 2021.

Un texte de **Yanick Cyr**

« À l'intérieur de la Francophonie même, il y a différents niveaux de démocratie [et] de réussite dans la défense des droits de leurs citoyens », a déclaré M. Trudeau dans la foulée de son discours de clôture du Sommet de la Francophonie.

« On ne s'attend pas à la perfection de personne », a-t-il souligné, ménageant les susceptibilités du pays d'origine de la nouvelle secrétaire de l'OIF sans sacrifier son image de défenseur des droits de la personne. « C'est certainement quelque chose [le respect des droits de la personne] que nous allons continuer de souligner et de travailler avec tous nos partenaires. »

Nous travaillons ensemble pour améliorer le respect des droits de la personne, la démocratie, les principes et les valeurs qui nous sont chères en tant que membre de la Francophonie.

Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Le premier ministre canadien soutient avoir eu des échanges avec le président rwandais, Paul Kagame, et Mme Mushikiwabo au sujet des droits de la personne. « On a eu des conversations franches et directes avec nos collègues rwandais, comme on a toujours », a révélé M. Trudeau.



La nouvelle secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo Photo : Getty Images/Ludovic Marin

Il souligne toutefois l'importance de conserver des relations cordiales avec ce pays. « Nous cherchons à avoir des relations constructives avec nos partenaires pour s'assurer qu'on puisse les aider à améliorer ces situations-là », a-t-il poursuivi.

Le chef de l'État canadien réitère avoir soutenu la candidature de l'ancienne gouverneure générale du Canada à la tête de l'OIF, mais avoir dû se rallier à la candidature de la ministre des Affaires étrangères rwandaise en raison du consensus dégagé par les pays africains autour de cette candidature.

« Devant le consensus africain, il était clair que les chiffres voulaient dire que nous devions nous rallier à ce consensus », a-t-il ajouté.

« On a finalement compris dans les derniers jours que nous allions devoir nous retirer de cette candidature. » « Justin Trudeau »

Menant sa campagne pour sa réélection envers et contre tous, l'ancienne secrétaire générale avait écorché le bilan des droits de la personne du Rwanda, le premier ministre Trudeau et plusieurs pays membres de l'organisation.



Une poignée de main entre la nouvelle et l'ancienne secrétaire générale de l'OIF, respectivement Louise Mushikiwabo (à droite) et Michaëlle Jean (à gauche). Photo : Getty Images/LUDOVIC MARIN

« Sommes-nous prêts à accepter que les organisations internationales soient utilisées à des fins partisanses? [...] Sommes-nous prêts à accepter que la démocratie, les droits et les libertés soient réduits à de simples mots, que l'on vide de leur sens au nom de la realpolitik, **de petits arrangements entre États ou d'intérêts particuliers?** », avait-elle martelé dans un baroud d'honneur.

Bien qu'il avoue avoir profité du Sommet de la Francophonie pour poursuivre sa campagne en vue de **l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU**, M. Trudeau s'est défendu **d'avoir sacrifié la secrétaire générale sortante de l'OIF**.

« On a travaillé avec l'Afrique et on continue de travailler avec l'Afrique, depuis longtemps, sur bien des enjeux incluant cette demande que nous faisons depuis plusieurs années pour de l'appui pour le Conseil de sécurité », a-t-il convenu.

« Ce sont des choses qui se passent dans un même mandat, en même temps, mais qui ne sont pas liées de façon directe. » « Justin Trudeau »

Le premier ministre Trudeau s'est par ailleurs dit satisfait des modifications effectuées à la gouvernance de l'OIF pour assurer plus de transparence. Il entend maintenant observer les changements s'opérer au sein de l'organisme avant de proposer de nouvelles améliorations.